

La loi immigration divise les patrons

« La grande discrétion des patrons sur la loi immigration », titre **La Croix** qui y voit un sujet de clivage. Favori pour devenir le nouveau président du Medef, Patrick Martin le reconnaît sans peine : « C'est un sujet inflammable, sur lequel nous nous sommes un peu dérochés. » Car, le patronat marche sur des œufs. «Je constate un grand écart dans nos rangs sur ce sujet», indique Dominique Carlac'h, sa concurrente. « C'est un sujet qu'on n'aime pas beaucoup», reconnaît Éric Chevée (CPME) qui soutient le projet de loi, mettant en avant les besoins économiques des entreprises. « Nous ne plaidons pas pour autant pour un appel d'air: juste de la souplesse pour ceux qui bossent», insiste le patron. «Pas de régularisation massive mais une régularisation plus rapide pour ceux qui travaillent», résume Jean-Christophe Repon (Capeb). «En ce moment, malgré nos besoins, toutes les portes sont closes», regrette Éric Chevée, tandis qu'un représentant local du Medef explique encore arriver à trouver des solutions avec sa préfecture. « C'est justement ce que nous voulons avec ce projet de loi: des critères clairs fondés sur la loi et non plus une circulaire ministérielle interprétée différemment selon les préfets», explique-t-on au ministère du travail, où on ne peut que constater la «grande discrétion» patronale sur le sujet. «Moins, toutefois, du côté des fédérations professionnelles qui nous disent avoir besoin de cette loi, comme dans l'agriculture ou la restauration : Thierry Marx, notamment, a été très courageux.» Président de l'Umih, le célèbre chef milite ainsi pour que l'hôtellerie-restauration intègre la liste des métiers en tension et pour la régularisation des salariés étrangers du secteur «reconnus pour leurs compétences». Plus largement, les petits patrons assurent pouvoir travailler à l'intégration de leurs salariés étrangers. «Nous savons très bien qu'une prise de position de notre part peut être le meilleur moyen de plomber le sujet», reconnaît un responsable local, les patrons craignant la récupération politique. «Il y a le risque d'être stigmatisés par La France insoumise, au motif que nous voudrions faire baisser les salaires, comme par le RN au motif que nous voudrions livrer la France aux "hordes du grand remplacement"», s'inquiète Patrick Martin. (La Croix, p.9)